



Commission Administrative Paritaire Départementale

Jeudi 19 décembre 2019

Déclaration liminaire du SNUDI FO

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

Depuis le 5 décembre, dans tous les départements, les personnels de l'Education nationale se réunissent en assemblées générales dans leurs établissements ou leurs secteurs, discutent et décident de poursuivre la grève et sa reconduction pour obtenir le retrait du projet de réforme Macron-Delevoye sur les retraites. Après la grève du 5 décembre où 70% des enseignants du 1^{er} degré et 75% du 2nd degré étaient en grève avec des centaines de milliers de salariés, le 1^{er} Ministre a confirmé dans son allocution qu'il maintenait son projet, remettant en cause pour les fonctionnaires le calcul de la pension sur les 6 derniers mois pour y substituer le calcul sur toute la carrière. Il a reconnu que les enseignants allaient voir leurs pensions baisser, prenant l'engagement qu'il fallait que celle-ci soit « comparable » à celle des autres fonctionnaires. Il a annoncé l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge de départ à 64 ans... tout en invitant les organisations syndicales à en organiser les modalités.

Le 13 décembre, notre fédération a été reçue par le Ministre de l'Education nationale. Nous n'accepterons pas son marché de dupes visant à compenser les baisses de pensions par une hypothétique augmentation du régime indemnitaire des personnels de l'Education nationale : remise en cause des congés, augmentation du temps de travail contre des primes non intégrées dans le salaire !

Nous ne sacrifierons pas notre statut et notre Code des pensions contre une vague promesse de revalorisation. Le plus court chemin pour sortir de cette impasse, c'est le retrait pur et simple de la réforme des retraites. Par contre, nous continuons de revendiquer une augmentation de la valeur du point d'indice, sans contre partie.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, face à la surdité du gouvernement, les enseignants n'ont pas d'autre choix que d'amplifier la grève unie, sans interruption jusqu'au retrait du projet de loi, à l'instar des salariés de la SNCF et de la RATP. C'est ce qu'ils décident dans les assemblées générales et ils ont raison !

Ils sont à bout après une décennie de gel du point d'indice ; épuisés par l'accumulation de contre-réformes qui dégradent toujours plus leurs conditions de travail ; en colère de se voir imposer « un devoir d'exemplarité » par la loi Blanquer ; encore sous le coup, pour nombre d'entre eux, des conséquences désastreuses d'un mouvement fait dans le plus grand mépris de leurs vœux ; choqués que leurs délégués du personnel n'aient plus légitimité à gérer, dans le cadre du paritarisme, les opérations liées à leur mobilité et à leur promotion ; écœurés par la réaction d'un ministre qui a osé instrumentaliser le suicide d'une de leur collègue pour remettre en selle le statut de directeur et les EPEP ; révoltés face à l'arbitraire et l'injustice des évaluations PPCR, où des enseignants sont jugés « à consolider » à l'issue de leur RDV de carrière et se voient proposer des « protocoles d'accompagnement » dont l'issue, si elle n'est pas concluante, pourrait alors déboucher sur une insuffisance professionnelle et donc une rupture conventionnelle ou un « licenciement déguisé »...

La liste n'est pas exhaustive mais en plus de tout cela, comme une cerise sur le gâteau, le gouvernement veut les obliger à travailler plus longtemps pour toucher une retraite de misère !

La méthode du gouvernement ne passe plus avec, à chaque fois, le soi-disant « dialogue social » mais dans les faits, le refus de toute négociation et le passage en force !

Il n'y a pas eu d'acte 2 du gouvernement. Les propos de l'enseignante qui a interpellé les Ministres lors du débat à Nancy le 14 décembre sont révélateurs de la fracture actuelle entre les personnels et leur Administration : « *Comment voulez-vous que nous vous croyions quand vous dites que vous tenez compte de notre avis ? Vous nous écoutez parce que nous sommes dans la rue et parce que vous avez peur !* »

Au lendemain du raz de marée de la manifestation du 17 décembre, des milliers de personnel ont décidé de poursuivre la grève jusqu'au retrait. N'en déplaise à ce gouvernement, il n'y aura pas de pause, pas de relâche, pas de répit, pas de repos, pas de trêve durant les congés, sauf s'il accepte de retirer son projet. Le gouvernement porte seul la responsabilité de la situation alors que nous défendons un acquis fondamental des salariés.

En cette veille de congés scolaires, nous sommes grévistes comme en atteste les autocollants que nous arborons lors de cette instance. Nous n'acceptons de siéger que pour valider les passages automatiques des promotions et ne pas pénaliser les collègues que nous représentons.

Nous continuerons à soutenir les grévistes et les manifestations durant ces congés scolaires pour obtenir le retrait du projet de réforme des retraites, pour défendre notre statut de fonctionnaire d'Etat.

Je vous remercie de votre attention.